



L'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

A BAS L'AGRESSION IMPÉRIALISTE A SAINT-DOMINGUE

Le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale dénonce l'intervention des marines en République Dominicaine comme une tentative cynique de la part de l'impérialisme américain de maintenir une dictature militaire contre un mouvement populaire qui cherchait à ramener dans le

pays un président constitutionnel — simple libéral bourgeois d'ailleurs — normalement élu. Cette intervention marque une étape nouvelle du durcissement de l'impérialisme américain devant tous les gouvernements des pays coloniaux et semi-coloniaux qui n'obéissent pas servilement à ses ordres. Après le putsch militaire au Brésil, l'intervention au Congo, la crise avec le Cambodge et l'agression contre la République Démocratique du Vietnam, l'impérialisme yankee indique une fois de plus sa volonté d'opposer la force militaire directe à tout nouveau pas en avant de la révolution dans le monde — même s'il s'agit de pas en direction d'un régime libéral-bourgeois, car Washington est conscient qu'un tel régime ne peut être qu'un interlude soit vers une solution d'extrême-droite, soit vers la révolution permanente. Ainsi se poursuit la substitution progressive au camouflage libéral de Kennedy (« alliance pour le progrès ») — qui cherchait à bloquer la révolution coloniale à

un stade « démocratique » bourgeois, notamment par une aide économique massive — par une politique ouvertement et directement contre-révolutionnaire, qui retourne aux traditions de la « politique de la canonnière » de l'époque de l'impérialisme montant et triomphant. Mais le monde a changé de manière décisive depuis cette époque-là. La politique cynique de Johnson et du Pentagone provoque l'indignation des masses les plus larges, elle oblige même des gouvernements pro-impérialistes comme ceux du Chili ou du Pérou, par souci de conserver une certaine base populaire, à s'opposer à la politique américaine et crée pour Washington le danger d'un isolement de plus en plus prononcé en Amérique latine. Le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale appelle les masses d'Amérique latine à une vigilance extrême, car l'agression contre la République Dominicaine peut être le prélude d'une attaque directe contre Cuba socialiste. Il les appelle à se mobi-

liser partout pour exprimer leur indignation devant ce nouveau crime de l'impérialisme, et à multiplier partout leurs assauts contre les gouvernements et les régimes réactionnaires et pro-impérialistes, et contre les bases de l'impérialisme. Le meilleur moyen d'affaiblir la politique d'intervention militaire directe de l'impérialisme, c'est de multiplier les foyers révolutionnaires, d'obliger le Pentagone à disperser de plus en plus ses forces et de le confronter avec de nouveaux fronts chaque fois qu'il pense avoir « rétabli » la situation dans un pays. Hors de Saint-Domingue les marines américaines ! Hors d'Amérique latine l'impérialisme yankee ! En avant, pour mettre en mouvement la révolution latino-américaine selon les enseignements de la II^e Déclaration de La Havane !

LE SECRETARIAT UNIFIE
DE LA IV^e INTERNATIONALE.

DRESSER LE FRONT ANTI-IMPÉRIALISTE

L'ESCALADE de l'impérialisme américain au Vietnam se poursuit, montrant désormais aux plus aveugles les objectifs que celui-ci poursuit. Qui peut encore penser que les bombardements ont pour but de préparer la négociation ? Qui peut être dupe des fariboles du président Johnson sur la « liberté » du Sud-Vietnam et son offre d'un milliard de dollars pour tout le Sud-Est asiatique à condition que les maquisards déposent leurs armes, au moment où Marc Namara annonce que les Etats-Unis consacreront cette année un milliard et demi de dollars pour les dépenses de guerre au Vietnam ? La Maison Blanche est décidée à faire du Sud-Vietnam la ligne d'arrêt du recul du capitalisme par une manifestation de force sous la forme de tonnes de bombes, de gaz, de napalm, de phosphore, et à pousser cette manifestation de force aussi loin que possible, au risque d'engager la guerre contre la Chine où elle songe à détruire en particulier les industries nucléaires. Cette politique, Washington entend la poursuivre sans tenir compte même des conseils, des opinions prudemment formulées par des hommes d'Etat bourgeois. Habitué à de sordides marchandages de politique intérieure au Sénat de son pays, dépassé par les problèmes internationaux, le président Johnson est étonné et irrité par les observations du Canadien Pearson. Il a supprimé les invitations aux chefs de gouvernement de l'Inde et du Pakistan, qui osent ne pas approuver les bombardements et considérer ceux-ci comme des obstacles à une négociation. Les observations du secrétaire des Nations-Unies, U Thant, lui sont égale-

ment désagréables. Il voit le monde à partir de son ranch du Texas. Il dispose de la plus grande force matérielle dans le monde, et cela ne suffit pas à faire accepter la loi des Etats-Unis. Lorsque des conditions se trouvent réunies, le rôle des individus n'est pas du tout sans importance. Dans les circonstances présentes, le fait que la décision suprême aux Etats-Unis pour l'emploi de moyens matériels de destruction aussi gigantesques, soit entre les mains d'un personnage médiocre et ignorant, soumis à des pressions comme celles du Pentagone, porte les dangers à un niveau très élevé. Comme nous l'avons déjà souligné, la seule chose à laquelle Washington puisse être sensible et réfléchir, c'est à une riposte de force à ses provocations. Le F.N.L. dans le Sud-Vietnam combat avec une extraordinaire vigueur et, loin d'être impressionné par l'arrivée constante de troupes américaines et notamment des marines, il s'approprie à leur faire de plus en plus sentir ce qu'est la lutte d'un peuple pour sa libération et les placer dans cette situation — pour reprendre les termes d'un des chefs américains au Sud-Vietnam — d'un homme « enfermé jusqu'à la taille dans un sac plein de fourmis rouges ». Les combattants du Sud-Vietnam ont droit au soutien sans réserve de tous les ennemis de l'impérialisme. Nul n'a le droit de parler, sans leur consentement, de « négociations », de « retour aux accords de 1954 », etc. Chacun dans le monde se doit de faire le maximum pour assurer leur victoire.

Dans une mesure encore bien limitée, les masses travailleuses commencent à être alertées et des manifestations se produisent. Il faut saluer tout particulièrement la manifestation organisée par les étudiants américains qui a rassemblé vingt mille personnes à Washington. A la fois dans la lutte contre la ségrégation raciale et contre la guerre au Vietnam, les étudiants américains se trouvent à l'avant-garde, dans un contraste flagrant avec l'attitude honteuse des syndicats américains sur ces deux terrains. La France est, hélas ! le pays où les manifestations contre la guerre au Vietnam sont des plus faibles. Certes, la carence des organisations ouvrières pendant que l'impérialisme français menait la guerre contre l'Algérie, reste à l'origine de l'apathie politique des masses travailleuses. Mais il pèse surtout l'attitude veule de la direction du PCF qui « appelle à multiplier les actions sous toutes les formes », qui « demande à ses militants et à ses organisations de prendre toute initiative » (appel du Bureau politique du 22 avril), mais qui, elle-même, ne convoque aucun grand meeting, ne prépare aucune manifestation centrale, parce que, sur cette question de la guerre au Vietnam, sa politique n'a pas pour objet la victoire du F.L.N. au Vietnam, mais consiste à soutenir en fait la position diplomatique de de Gaulle — qui est d'ailleurs sans effet pratique en l'occurrence.

Pierre FRANK
(Suite page 8)

Les marches sur Paris

Dans le domaine des revendications immédiates sur le plan économique, les bureaucraties de tous ordres se montrent, routinières, dépourvues d'initiatives. Et pourtant, dans ce domaine, les travailleurs — même là où sévit encore beaucoup d'apathie politique — témoignent d'une volonté de combat et offrent des indices de renouvellement des objectifs et des moyens de lutte. Le premier exemple vient d'être fourni par les travailleurs de Bretagne, qui souffrent tout particulièrement du retard économique de leur région. Ils ont organisé, tous syndicats réunis à l'exception de

« Force Ouvrière », une délégation de plus de trois mille d'entre eux qui s'est rendue à Paris où elle a manifesté dans les rues, se heurtant même à la police dans quelques bagarres. On se souvient des délégations massives il y a deux ans environ, des mineurs du fer et des mineurs des houillères. Ces « marches sur Paris » sont un phénomène relativement nouveau, qui est sans doute lié à la très forte concentration du pouvoir actuel aux dépens des autorités locales en même temps qu'au fait que les élus et autres représentants plus ou moins officiels sont ignorés de l'administration. Ces « marches sur Paris » demandent de très gros efforts de la part des travailleurs de province qui envoient leurs délégués à leurs frais. Elles constituent une nouvelle forme d'action qui pourrait acquérir une valeur de premier plan si les directions ouvrières s'efforçaient de combiner ces marches avec des marches de solidarité de dizaines de milliers de travailleurs parisiens dans les rues de la capitale. Mais les directions ne veulent pas être troublées dans leur routine, et n'entendent pas se lancer dans des actions qui les amèneraient en conflit avec le pouvoir et qui pourraient déborder leurs objectifs. C'est pourquoi ni les mineurs voici deux ans ni les travailleurs bretons le mois dernier n'ont connu autre chose qu'un salut formel de la part de

directions qui n'ont rien fait pour alerter les prolétaires parisiens. Et c'est aussi pourquoi ces bureaucraties n'ont pas songé à organiser des délégations massives des travailleurs de chez Peugeot, de chez Berliet, etc., que seraient venus accueillir les centaines de milliers de métallos de la région parisienne. Manifestations qui auraient pu être d'autant plus importantes que les travailleurs de chez Peugeot ont posé, sous une forme nouvelle — imprévue des organisations — la question de la diminution de la semaine de travail, c'est-à-dire la principale grande revendication des travailleurs, à quelque profession qu'ils appartiennent. Le patronat avait organisé des caisses destinées à fournir, en période de diminution des heures de travail, une certaine compensation à la diminution de la paye. Mais, au moment où la maison Peugeot, en augmentant la semaine de travail, a voulu retirer ce versement, les travailleurs se sont refusés à accepter cette thèse patronale : les sommes qu'ils recevaient, ils les considéraient comme une partie de leur salaire, et n'étaient pas disposés à faire des heures supplémentaires qu'ils considéraient de ce fait payées à un taux dérisoire. Les travailleurs ont montré ainsi qu'ils n'entraient pas dans les combinaisons patronales ; qu'ils n'étaient pas des bourgeois ou des petits bourgeois dont les

revenus sont constitués de toutes sortes d'éléments (tantièmes, dividendes, coupons, etc.). Prolétaires, ce qu'ils reçoivent, c'est le prix de leur force de travail, et ce qu'ils touchaient, primes comprises, pour une semaine diminuée par rapport au passé, c'était leur salaire. Hélas ! pour les ouvriers du Doubs, les bureaucraties ne se sont guère plus affairés que pour les travailleurs bretons. On dirait qu'il n'y a pas de directions syndicales à l'échelle nationale. Depuis plus de cinq semaines, les travailleurs de chez Peugeot procèdent à des débrayages, et rien n'a été fait pour donner un caractère de lutte nationale à un combat qui porte sur la diminution de la semaine de travail, revendication que le gouvernement a repoussé catégoriquement au nom de son « plan de stabilisation ». Chez les dirigeants des centrales syndicales, cette carence a pour origine leur crainte de s'engager dans un combat où ils entreraient en conflit avec le pouvoir. Car, mettre en avant de grandes revendications intéressant l'ensemble de la classe ouvrière — en premier lieu la diminution de la semaine de travail, d'abord à 40 heures et davantage par la suite — et recourir à des moyens sérieux de lutte (marches sur Paris, manifestations centrales dans la capitale, etc.) qui unifieraient

(Suite page 2)